

## **Annexe :**

# **le Colloque International de Ouagadougou (8-10 mars 2012)**

Ce colloque est une initiative du CNRST de Ouagadougou et du programme RADICEL-K (Laboratoire Ligérien de Linguistique UMR 7270 du CNRS, CEDETE Université d'Orléans et Patrimoines locaux UMR 208 de l'IRD). Il a bénéficié de l'appui technique et financier du programme RADICEL-K (financement de la région Centre, France), du CNRST et du Centre IRD de Ouagadougou.

### **Comité d'organisation du colloque**

Président du comité d'organisation :

Sanogo Mamadou Lamine (sociolinguiste, CNRST/INSS)

Adjepoua Marie-Louise (linguiste, CNRST/INSS), Bambara Aoua (linguiste, CNRST/INSS), Compaoré Félix (sciences de l'éducation, CNRST/INSS), Diallo Issa (linguiste, CNRST/INSS), Fabre Gwenaëlle (linguiste, université d'Orléans LLL), Fournier Anne (écologue, IRD UMR 208), Malgoubri Pierre (linguiste, université de Ouagadougou), Nacoulma Harouna (géographe, CNRST/INSS), Nébié Bétao (linguiste, CNRST/INSS), Ouédraogo Alain (linguiste, CNRST/INSS), Sajaloli Bertrand (géographe, université d'Orléans CEDETE), Sangaré Ali (sociologue, CNRST/INSS), Traoré Edwige (ethnolinguiste, CNRST).

### **Comité scientifique du colloque**

Bergounioux Gabriel (linguiste, UMR UMR7270 du CNRS, LLL), Chartier Denis (géographe, université d'Orléans CEDETE), Da Dapola Evariste (géographe, université de Ouagadougou), Delplanque Alain (linguiste, UMR UMR7270 du CNRS, LLL), Fabre Gwenaëlle (linguiste, UMR UMR7270 du CNRS, LLL), Fournier Anne (écologue, IRD UMR 208), Ganaba Souleymane (écologue, CNRST/ DPF), Guissou L. Basile (sociologue, CNRST/INSS), Kéita Alou (linguiste, université de Ouagadougou), Kédrébéogo Gérard (CNRST/INSS), Millogo-Rasolodimby Jeanne (ethnobotaniste, université de Ouagadougou), Napon Abou (sociolinguiste, université de Ouagadougou), Nikiéma Norbert (linguiste, université de Ouagadougou), Ouattara Ardjouma (géographe, CNRST/INSS), Ouédraogo Jean-Baptiste (sociologue, CNRST/INSS), Ouédraogo Louis (écologue, CNRST/INERA), Rougé Jean-Louis (linguiste, UMR UMR7270 du CNRS, LLL), Sajaloli Bertrand (géographe, université d'Orléans CEDETE), Sissao Alain (littéraire, CNRST/INSS), Somé Valère (anthropologue, CNRST/INSS), Tourneux Henry (linguiste, UMR 8135 du CNRS LLACAN).

## **Rapport général du Colloque de Ouagadougou**

(Version amendée puis acceptée à l'unanimité des participants présents le 10 mars 2012)

Lors de ces trois fructueuses journées organisées en 10 sessions, ce colloque pluridisciplinaire et international a permis de croiser les regards de nombreuses disciplines sur le triptyque langue/environnement/culture dans la perspective d'un développement durable des territoires.

Donnant le ton de cette rencontre, le Pr. B. Guissou a, dès la séance inaugurale, posée comme centrale la question des langues locales (variées tant par leurs systèmes que par leur documentation et leurs statuts) dans la perspective du développement socio-économique de l'Afrique, de la démocratie et, plus généralement, des productions intellectuelles africaines.

Portant les traces de l'histoire et des valeurs des communautés, à la fois objet identitaire et culturel par excellence, moyen d'échange et de transmission culturelle, la langue en général et la langue maternelle en particulier constituent aussi l'accès privilégié à la connaissance, traditionnelle comme moderne, nécessaire à tout développement durable. C'est, sous tous ces aspects, et dans ses relations aux différents pans de la culture et au savoir relatif à l'environnement, que la langue aura été envisagée.

L'autre dimension particulièrement représentée dans ce colloque a été l'importance de l'approche disciplinaire « ouverte », voire pluridisciplinaire, dans la connaissance des communautés et de leurs relations au territoire et à la biodiversité.

Abordant les questions du dénombrement des langues et de l'impact sociétal des décisions relatives à leur officialisation, le premier panel « Langues et développement (politique linguistique en contexte multilingue) » a mis au jour la complexité fractale de cette thématique. À l'échelle nationale, la mosaïque des langues interroge sur le statut respectif des langues, comme, à l'échelle de la langue, la mosaïque dialectale interroge sur le choix du parler de référence dans l'optique de l'enseignement bilingue et des programmes ruraux. Si cette question n'est pas résolue pour chaque langue, la méthodologie proposée pour le nuna et le moore, qui associe une dialectologie fine d'une part, et des tests de compréhension d'autre part, ouvre de riches perspectives.

Autour d'exemples et d'études de cas précis, la dynamique des langues a fait l'objet d'une session intitulée « Langues et sociétés (dynamique des langues) ». On y a échangé sur l'impact des changements sociétaux sur les systèmes linguistiques, l'origine historique des modifications observables dans les systèmes et, plus généralement, la typologie des changements d'une part, celle des paramètres de mesure de la vitalité des langues d'autre part. Les nombreuses questions qui suivirent ces riches exposés ont notamment porté sur les moyens de revitaliser les langues fragilisées, voire fortement menacées dans un contexte mondialisé.

Ces questions, fortement liées aux réflexions en cours sur la transmission des savoirs dans un cadre traditionnel affecté par la modernité, comme dans le cadre de l'instruction multifacettes (enseignement bilingue, monolingue, rural ou urbain), ont été largement abordées dans les sessions complémentaires « L'éducation de base et la question des langues d'enseignement » et « Éducation et développement ». Il a été démontré que, dans ce cadre, une entrée dans l'instruction par la langue maternelle favorise grandement l'acquisition ultérieure des concepts scolaires, quelle que soit la langue dans laquelle se poursuit l'enseignement. Sous-tendus par l'évidence que le développement socio-économico-culturel ne peut se faire sans une instruction efficace, les fructueux échanges ont été l'occasion d'évoquer les choix des différents pays sur ces questions de l'enseignement en langues locales, et d'évaluer l'impact de ces choix.

La session « Vivre et nommer son territoire » a présenté la relation au territoire sous des angles différents, montrant la complexité de cette relation fortement affectée par l'histoire et

les mutations sociétales. L'analyse ethno-spatiale d'une initiation traditionnelle met en évidence l'attachement à l'entité village et la possible négociation entre tradition et modernité, qui permet le maintien de certains aspects de la culture. Présentant l'empreinte de l'histoire des Kaadé sur le territoire, l'analyse des toponymes a suscité de nombreuses questions à la fois linguistiques, historiques et sociologiques, montrant l'intérêt des participants pour l'analyse pluridisciplinaire. Illustrant cette approche, la communication sur la biodiversité végétale a ouvert des échanges allant de la botanique à l'intégration des connaissances sur la biodiversité dans le contexte scolaire.

À la croisée de dynamiques naturelles et sociales, la session « Vivre et transformer le paysage » a montré que la fabrique du paysage en Afrique sèche repose sur un patrimoine végétal de milieux « sauvages » et sur la valorisation qu'en font les habitants. Transformation de la « brousse » en parcelles cultivées avec perte de biodiversité, remaniement de l'association de céréales du groupe du mil avec divers arbres, feu de végétation pour gérer les espaces, plantes à usages multiples telles que le rônier : sur ces thèmes les quatre communications ont montré que des transformations rapides sont en cours. Ces transformations mettent en jeu des innovations mais aussi le maintien ou la réinterprétation des usages et pratiques « traditionnels ».

Les deux communications du thème « Développement, impact en milieu rural » ont souligné combien les activités humaines d'exploitation intensive moderne peuvent provoquer de déséquilibres environnementaux. Ainsi, les fortes densités de population du nord-Togo vont de pair avec des effets d'érosion dans les bassins versants. Avec l'exemple des activités de cueillette des femmes, il est rappelé que certaines sociétés comme celle des Bobo savaient respecter les équilibres environnementaux dans leur mode d'exploitation du milieu. Les communications ont été suivies d'un riche débat sur l'utilisation des produits de la nature par les hommes et les femmes et sur l'intrusion de la modernité dans ces pratiques ancestrales.